



L'usine Forsee Power de Chasseneuil-du-Poitou, qui fabrique des batteries pour bus électrique, a été financée par le fonds SPI.

Le gouvernement veut favoriser l'industrialisation des start-up

FINANCEMENT

L'Etat veut injecter des fonds propres dans les start-up qui développent des technologies de rupture et choisissent de fabriquer leurs produits dans l'Hexagone.

Adrien Lellèvre
@Lellèvre_Adrien

La crise du Covid-19 a mis en lumière les questions de souveraineté industrielle, la dangereuse dépendance des Etats à la production chinoise et les fragilités de la filière d'approvisionnement. Pour y remédier, il faut à la fois pousser les grandes entreprises étrangères et hexagonales à recommencer à développer des projets de construction d'usine, mais aussi regarder à l'autre bout du spectre, du côté des PME et des start-up.

Après la séquence Choose France dimanche, le gouvernement doit annoncer ce mercredi un grand plan allant dans ce sens avec un mot d'ordre : inciter les jeunes pousses avec des technologies prometteuses à perdre le réflexe de réaliser leur production à l'étranger ou se vendre à un grand groupe ou une ETI, faute de trouver les financements suffisants.

« La start-up nation a un problème. Elle s'est construite autour du culte du digital et des plateformes et n'a pas de véritable ambition industrielle. Or Elon Musk l'a prouvé : une start-up peut devenir un géant et doubler ses homologues de l'ancien monde ! » remarque un poids lourd de l'écosystème. Alors que la French Tech enchaîne les levées de fonds spectaculaires, les start-up industrielles restent sous les radars des investisseurs, à l'exception notable d'Exotec, qui fabrique dans le Nord des robots pour les entrepôts logistiques et vient de récolter 335 millions de dollars.

« La France a tout pour faire des licornes industrielles », estime son fondateur, Romain Moulin, qui est passé chez General Electric Medical, avant de lancer son entreprise en 2015. « Nous avons, par exemple, de la super ingénierie », cite-t-il. Le gouvernement a aussi cette conviction et entend mettre de l'argent sur la table afin d'enclencher une dynamique vertueuse. Selon nos informations, 1 milliard d'euros va être

apporté au fonds d'investissement SPI (société de projets industriels) géré par bpifrance. Lancée en 2016, cette structure a déjà investi dans une vingtaine de jeunes pousses mais avait épuisé ses financements (800 millions d'euros apportés par le PIA et la BEI).

« Lorsque nous avons commencé, le secteur financier nous regardait avec une forme de scepticisme mêlé de condescendance », expliquait, en septembre dernier, Magali Joessel, la directrice du fonds SPI, tout en se félicitant que le regard sur l'industrialisation des start-up évolue. Parmi ses principaux projets, le fonds SPI a contribué à développer Metex, une société qui a créé une usine de production de molécules biosourcées venant se substituer à des produits pétroliers à Carling Saint-Avoid (Moselle) et une autre usine d'acides aminés à Amiens.

Il a aussi aidé Forsee Power à créer à une usine de batteries électriques pour les véhicules lourds à Chasseneuil-du-Poitou. Cette société réalise déjà un chiffre d'affaires de 70 millions d'euros. SPI est également un soutien d'Aledia, qui veut fabriquer des écrans nouvelle génération près de Grenoble, et est en concurrence frontale avec des géants de la Tech.

En moyenne, SPI a mis des tickets compris entre 30 et 40 millions pour accompagner ces acteurs qui ne trouvaient pas grâce aux yeux des fonds classiques. Leurs projets

étaient considérés comme trop risqués, à la rentabilité trop lente par rapport aux pépites évoluant dans l'univers des places de marché, de la fintech ou du logiciel. Avec ses nouvelles ressources, le fonds SPI veut financer une trentaine de projets supplémentaires dans les prochaines années.

Premières sorties

Le but de ce fonds n'est pas de tout financer, mais plutôt d'avoir un effet d'entraînement sur les fonds privés pour les inciter à participer aux tours de table. SPI n'a pas non plus vocation à rester éternellement au capital. En 2021, SPI a, par exemple, cédé sa participation dans Carbio-lice. « Il est important de montrer des premières sorties performantes », ajoutait Magali Joessel en rappelant que le fonds SPI « a vocation à rendre l'argent à l'Etat en l'ayant fait fructifier ».

Le plan gouvernemental prévoit, par ailleurs, d'aider les projets de démonstrateurs industriels à hauteur de 3 à 30 millions d'euros, tandis que les aides globales pour les projets industriels pourraient aller jusqu'à 300 millions. Un appel à projets dit « première usine » sera lancé avec pour but de financer une cinquantaine de projets par an. Enfin, une plateforme sera créée afin de servir de point d'entrée unique. Les start-up tentés par l'aventure industrielle n'ont plus qu'à franchir le pas. ■

ILLIARD D'EUROS doit être apporté au fonds SPI géré par bpifrance et un appel à projets pour le financement des premières usines va être lancé.